



## Budget fédéral de 2009 – Éducation de la petite enfance et garde à l'enfance

### Le budget

Le budget fédéral de 2009 ne contient *rien* pour la mise en place d'un programme progressiste d'éducation de la petite enfance et de services de garde à l'enfance.

### Les effets concrets

Par son absence de vision en matière d'éducation de la petite enfance et de services de garde à l'enfance, le gouvernement Harper laisse tomber les millions de familles et d'enfants canadiens qui ne trouvent pas de place dans une bonne garderie à coût abordable. Moins de 20 % des enfants canadiens ont accès à des garderies réglementées – la très grande majorité doivent s'en passer.

Avant l'arrivée au pouvoir des conservateurs, les Canadiens étaient à deux doigts de se doter d'un programme national de garderies. Au lieu de cela, Stephen Harper nous a gratifiés d'une pitoyable allocation mensuelle – sans nouvelles places en garderie. Des centres de la petite enfance ferment leurs portes faute d'un financement suffisant et les bas salaires, jumelés aux déplorables conditions de travail, font fuir le personnel compétent.

Le gouvernement conservateur a tourné le dos aux femmes et aux familles de travailleurs. Le manque de garderies de qualité à coût abordable compromet directement la capacité des mères à rester dans la main-d'œuvre rémunérée. Environ 75 % des jeunes mères travaillent à l'extérieur de la maison. De nombreux enfants autochtones n'ont accès à aucun programme d'éducation de la petite enfance et de garderies. De plus, à l'extérieur du Québec, les frais de garderie des Canadiens sont parmi les plus élevés au monde.

Sans entente-cadre ni politique cohérente en matière d'éducation de la petite enfance et de garderies, le gouvernement Harper déroule le tapis rouge devant les grandes entreprises qui veulent faire du profit sur le dos de parents désemparés. Aucun plan ne prévoit de programmes accessibles et à coût abordable. Il est d'ailleurs embarrassant de constater que le Canada demeure en queue de peloton des pays de l'OCDE pour l'investissement dans l'éducation de la petite enfance et les services de garde à l'enfance. Rappelons que le gouvernement Harper a supprimé un montant de 1 milliard de dollars qui avait été antérieurement affecté à l'éducation de la petite enfance et aux garderies.

### De meilleurs choix

Il aurait été préférable de mettre sur pied un programme pancanadien d'éducation de la petite enfance et de garderies. Un tel programme assurerait aux parents et à leurs enfants une entente-cadre et des conditions assurant des services de garde à l'enfance de qualité, à coût abordable, sans but lucratif, accessibles et ouverts à tous. Les garderies doivent pouvoir compter sur un financement fédéral sûr et adéquat, comme le propose le projet de loi C-303, *Loi sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants*, pour assurer un cadre de dépenses. Le projet de loi C-303 jette les bases d'un système de garderies de qualité élevée, universel et transparent. Il limite l'expansion des garderies à but lucratif de façon à protéger le Canada contre les différends commerciaux internationaux et à assurer l'excellence des services. Une bonne stratégie pour l'éducation de la petite enfance et les garderies devrait contenir ce qui suit :

- Un plan national pour que l'éducation de la petite enfance et les garderies de grande qualité et sans but lucratif deviennent réalité au cours de la prochaine décennie.
- Un financement fédéral accru, qui commencerait par un transfert aux programmes provinciaux de garderies de 2,2 milliards de dollars en 2009-2010 et de 2,8 milliards en 2010-2011, avec un objectif de 5 milliards pour 2013.
- Des lois fédérales (reconnaissant la spécificité du Québec) qui établissent les conditions, les critères et les principes d'un usage responsable des fonds fédéraux dans les provinces et les territoires.
- Une bonification des congés de maternité et parentaux pour compléter le programme de garderies.

:ssj/sepb491  
3 février 2009